

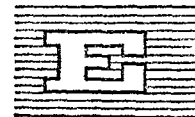
NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/1324/Add.5
22 janvier 1980

FRANCAIS
Original : ANGLAIS



COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-sixième session
Point 13 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION D'UNE CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT

Rapport du Secrétaire général

Additif

OBSERVATIONS SUR DIFFERENTS ARTICLES DU PROJET (suite)

Etats Membres (suite)

NOUVELLE-ZELANDE

[Original : anglais]
[16 janvier 1980]

Article premier

Acceptable.

Article II

Nous acceptons l'intention générale de cet article. Toutefois, nous présumons qu'étant donné les termes généraux qu'elles utilisent, des expressions telles que "protection spéciale", "d'une façon saine et normale" et "l'intérêt supérieur de l'enfant" prêteront à des interprétations diverses et seront, en fait, définies dans chaque pays selon les lois et les méthodes d'éducation des enfants adoptées et acceptables sur le plan national.

Article III

Acceptable.

Article IV

Cet article, et d'ailleurs jusqu'à un point tous les autres articles, soulève une question relativement importante, celle de la définition de l'enfant. Cette qualité est-elle acquise à la conception, à la naissance, ou à un moment intermédiaire ? Il est peut-être tout aussi important, compte tenu de la clause de protection

spéciale (article II), de définir à quel moment finit l'enfance. Il semble très difficile de fixer un âge uniforme. La fin de l'enfance pourrait être déterminée par référence à certains éléments (droit de quitter le domicile des parents, de voter, de conduire un véhicule automobile, d'avoir des relations sexuelles, etc.) qui relèveraient de la législation de chaque pays.

Article V

Nous reconnaissons la nécessité d'une clause relative à l'éducation et aux soins spéciaux que nécessitent les enfants désavantagés. Le programme de réadaptation du Department of Social Welfare (Ministère de la protection sociale) offre des services de formation et des possibilités de stages pratiques, tout en encourageant les organismes privés à organiser des ateliers spécialisés. Ce ministère collabore en outre avec les ministères du travail, de l'éducation et de la santé ainsi qu'avec l'Accident Compensation Commission (Commission des prestations en cas d'accident) pour fournir une large gamme de services conformément au Disabled Persons Community Welfare Act (Loi sur la protection sociale communautaire des personnes handicapées). Les enfants socialement désavantagés relèvent du Children and Young Persons Act (Loi concernant les enfants et les adolescents) de 1974.

Toutefois, l'article V prévoit expressément une obligation de donner à l'enfant désavantagé une éducation spéciale qui va au-delà des dispositions de caractère facultatif prévues à cet égard par la section 98 de l'Education Act (Loi sur l'éducation) de 1964. Cette section est actuellement à l'examen dans le cadre de la révision de l'ensemble de la loi.

Article VI

Les deux premières phrases de l'article sont acceptables en général. Toutefois, les termes "séparé de sa mère" doivent être nuancées. En effet, ils semblent exclure la possibilité pour beaucoup de parents, à l'heure actuelle, de placer "l'enfant en bas âge" dans des crèches ou des garderies où la qualité des soins donnés est considérée comme équivalente ou même supérieure à celle des soins qui peuvent être fournis par la famille et par la mère. On sait aujourd'hui que loin d'être contraire à l'intérêt de l'enfant, cette pratique serait plutôt bénéfique. Qui plus est, il n'existe pas, dans la législation néo-zélandaise, de disposition selon laquelle un enfant "en bas âge" ne doit pas, sauf circonstances exceptionnelles, être séparé de sa mère. Les deux parents ont le droit de garde de l'enfant et en cas de conflit concernant la garde, le tribunal doit prendre d'abord et essentiellement en considération le bien-être de l'enfant [Guardianship Act (Loi sur la tutelle), 1968, section 23]. Il est donc possible que l'enfant en bas âge soit séparé de sa mère si le tribunal estime qu'il y va de l'intérêt de l'enfant. En outre, la loi intitulée Family Proceedings Bill (Loi sur les litiges de famille) donne des droits égaux aux parents dans les litiges concernant la garde, où la considération essentielle demeure le bien-être de l'enfant. Dans cette mesure, notre législation est plus conforme au principe de l'article II qu'à celui de l'article VI.

La dernière phrase de l'article, telle qu'elle est formulée, est tout à fait discutable. Nous préférierions que tous les enfants, quelle que soient les dimensions de la famille, bénéficient de la même aide financière de l'Etat. La correction des inégalités résultant des différentes situations de famille se ferait par le moyen du régime fiscal national. Nous suggérons donc une autre formulation, qui serait la suivante : "Il est souhaitable que les allocations de l'Etat ou autres qui sont accordées pour l'entretien de tous les enfants soient conçues de manière qu'aucun enfant ne soit défavorisé en raison des dimensions de la famille."

Article VII

Section 1 - La question de la définition de l'enfant, soulevée dans le cadre de nos observations concernant l'article IV, est importante dans le contexte de cette section. Nous pensons qu'il faut définir les "niveaux élémentaires" de l'éducation de l'enfant en fixant un nombre d'années minimum.

Section 2 - Acceptable.

Section 3 - L'intention de cette section ne saurait être contestée par les éducateurs. Toutefois, les "jeux" et "activités récréatives" ne sont pas forcément considérés de façon aussi positive par tous les membres de la société et si la Nouvelle-Zélande adopte la convention, cette section risque de susciter des controverses dans le public. Nous ne comprenons pas très bien la distinction faite implicitement entre "jeux" et "activités récréatives".

Un certain nombre de termes et d'expressions utilisées dans la section 3 posent également des problèmes. Qu'entend-on, par exemple, par "toutes possibilités" ? S'agit-il de "possibilités physiques d'accès" ou de "temps nécessaire" ou encore de "possibilités pour les enfants de tous âges" ou veut-on recouvrir toutes ces interprétations à la fois ? Nous ne sommes pas très sûrs non plus du sens des mots "les fins visées par l'éducation". On peut se demander en effet si l'on entend par là les fins visées par tous les aspects de l'éducation et si l'éducation est assimilée à la scolarité.

La section 3 prévoit en outre que "la société et les pouvoirs publics doivent s'efforcer de favoriser la jouissance" du droit de l'enfant d'avoir toutes possibilités de se livrer à des jeux et à des activités récréatives. Nous nous demandons si les pouvoirs publics favorisent la jouissance de ce droit en permettant l'accès aux établissements scolaires en dehors des horaires de cours et si les programmes et les installations de jeux et d'activités récréatives de ces établissements sont suffisants pour être considérés comme offrant à cet égard "toutes possibilités". Pour le moment, ces programmes sont exécutés à l'échelon local et si la Nouvelle-Zélande adoptait l'article VII la question se poserait de savoir si les "pouvoirs publics", c'est-à-dire les services et les organismes du gouvernement central tels que les conseils de l'enseignement, seraient prêts à agir par l'intermédiaire des autorités locales et si les organismes locaux disposeraient de ressources suffisantes pour faire face à ces obligations.

Article VIII

Acceptable.

Article IX

Outre les dispositions générales du droit pénal, il existe dans le Children and Young Persons Act (Loi concernant les enfants et les adolescents) de 1974, des dispositions détaillées sur l'assistance, la protection et la surveillance à accorder aux enfants démunis, abandonnés, perturbés ou maltraités. En outre, les dispositions de l'Adoption Act (Loi sur l'adoption) de 1955 interdisent toute possibilité de commerce illégal des bébés.

On trouvera en appendice une liste des dispositions législatives et réglementaires concernant l'emploi des enfants en Nouvelle-Zélande. Il ne semble pas que la main-d'oeuvre enfantine soit exploitée en Nouvelle-Zélande. L'emploi des enfants pour les travaux agricoles n'est autorisé qu'à des heures qui ne gênent pas leur

travail scolaire, à concurrence de huit heures par jour au maximum. En Nouvelle-Zélande, ni les parents ni l'opinion publique ne seraient favorables à l'adoption d'une législation interdisant aux jeunes (de moins de 15 ans) d'exercer des travaux saisonniers ou à temps partiel, tels que la cueillette des fruits, la vente de confiseries dans les cinémas pendant les entractes et la livraison du lait et des journaux, qui sont couramment pratiqués. Compte tenu des dispositions de l'Education Act (Loi sur l'adoption) de 1964, qui fixe à 15 ans l'âge auquel un enfant peut quitter l'école, et des diverses lois et réglementations (voir appendice) qui limitent de façon importante les domaines dans lesquels les personnes de moins de 15 ans peuvent être employées, on peut considérer que la Nouvelle-Zélande s'acquitte de l'obligation générale prévue par la section 2 de l'article IX.

Article X

La Commission of Human Rights de la Nouvelle-Zélande a recommandé que l'on mentionne spécifiquement, dans la première phrase de l'article X, la discrimination en fonction du sexe. Les pratiques qui peuvent pousser à la discrimination en fonction du sexe sont souvent ignorées et il convient de souligner que le sexe est un motif de discrimination au même titre que la race et la religion, afin de pouvoir reconnaître la discrimination fondée sur le sexe et de prendre des mesures en vue de l'éliminer.

La première phrase, telle qu'elle est actuellement libellée, est également malvenue en raison de l'utilisation des mots "peuvent pousser", qu'il faudrait remplacer à notre avis par "poussent". On peut également se demander, dans le cas où les pratiques mentionnées dans la première phrase s'exercent au domicile des parents de l'enfant, qui décidera que l'enfant doit être protégé et comment on lui assurera cette protection. En Nouvelle-Zélande, si un enfant fait l'objet de sévices physiques, le Department of Social Welfare peut enlever l'enfant à son milieu néfaste. Nous nous demandons si c'est le genre de protection qu'ont envisagée les auteurs de l'article.

Il est clair que l'article X a des incidences sur les pratiques scolaires. Ainsi, aux termes de cette disposition, on pourrait considérer qu'on pousse à la discrimination en retirant les enfants d'un cours d'instruction religieuse. La façon de concevoir l'application de l'article X dépend de valeurs considérées comme souhaitables et pratiquées par la société. Une partie du programme scolaire en Nouvelle-Zélande est orientée dans le sens de cet article et de nombreux établissements scolaires pourraient affirmer qu'ils se conforment à ses dispositions. Toutefois, il faut reconnaître que l'école n'est qu'un des facteurs d'éducation dans la société et que l'influence du milieu familial, des médias, de l'environnement social et d'autres modèles peut l'emporter sur celle de l'école.

Enfin, tout en reconnaissant les exigences de l'usage juridique international, nous préférierions que le mot "il" soit remplacé, dans tout le texte du projet de convention par "l'enfant" ou le pluriel "les enfants". Il serait regrettable qu'on puisse reprocher à une convention de ce type de perpétuer des idées reçues quant aux distinctions de sexe.

EMPLOI DES ENFANTS ET DES ADOLESCENTS1. Education Act (Loi sur l'éducation), 1964

Toutes les personnes âgées de 6 à 15 ans doivent être inscrites dans une école - un enfant de 14 ans peut être dispensé par le Directeur général de l'enseignement de l'obligation de s'inscrire dans une école, dans certains cas (section 109).

2. Factories Act (Loi sur le travail en usine), 1946

a) Section 37 - Aucun enfant de sexe masculin ou féminin de moins de 15 ans ne peut être employé en usine.

b) Section 38 2) - Aucune personne de sexe féminin (quel que soit son âge), aucun garçon (de moins de 16 ans), aucun adolescent (de 16 à 18 ans) ne peut être employé à des travaux :

i) de fabrication de blanc de plomb,

ii) de fonte, de moulage, d'empâtage, de cuisson du plomb ou de tout matériau contenant du plomb ou toute opération impliquant l'utilisation ou le transport d'un oxyde de plomb ou un contact avec lui.

c) Section 38 3) - Aucun enfant - garçon ou fille - (de moins de 16 ans) ne peut être employé dans une pièce où l'on effectue des travaux de meulage à sec en métallurgie.

(Note : Section 38 5), amendement de 1972 - Le Gouverneur général peut étendre cette interdiction à toute opération à laquelle il n'est pas souhaitable d'employer des personnes de moins de 16 ans.)

d) Section 19 2) - Aucune personne de moins de 16 ans ne peut être employée dans une usine entre 18 heures et 7 heures du matin, ou le dimanche ou un jour férié.

3. Machinery Act (Loi sur l'utilisation des machines), 1950

Section 12 1) - Aucune personne de moins de 15 ans ne peut être affectée ou participer à un travail avec des machines.

2) - Aucune personne de moins de 18 ans ne peut être employée au nettoyage, etc. de machines.

3) - Aucune personne de moins de 18 ans ne peut être chargée de la responsabilité ou du contrôle des machines en question.

4. Shops and Offices Act (Loi sur les magasins et les bureaux), 1955

Section 13 1) - Aucune personne de moins de 16 ans ne peut a) être employée à des travaux de magasin ou b) livrer du lait ou des journaux avant 7 heures du matin.

TOUTEFOIS cette heure limite est portée à 6 heures du matin quand l'employé est âgé i) de plus de 14 ans et livre du lait, ii) de plus de 12 ans et livre des journaux.

2) - Aucune personne de moins de 18 ans ne peut être employée dans un magasin après 22 h 30.

5. Coal Mines Act (Loi sur le travail dans les mines de charbon), 1925

Aucune personne de sexe féminin et aucun garçon ne peut être employé à quelque titre que ce soit dans une mine ou alentour (section 66). (NOTE : Conformément à la section 2, on entend par "garçon" un individu de sexe masculin âgé de moins de 14 ans.)

Aucun adolescent ne peut être employé à quelque moment que ce soit comme receveur ou porion de surface au sommet d'un puits de mine, ou comme premier receveur à la surface d'une mine où le charbon est remonté par drainage mécanique, ou comme accrocheur à l'entrée d'un puits et aucun adolescent de moins de 16 ans ne peut être employé en sous-sol (section 67). (NOTE : Conformément à la section 2, on entend par "adolescent" un individu de sexe masculin âgé de 14 à 18 ans.)

6. Mining Act (Loi sur le travail dans les mines), 1971

Aucune personne de moins de 15 ans ne peut être employée à quelque titre que ce soit dans une mine ou alentour; aucune femme ou jeune fille ne peut être employée en sous-sol dans une mine, sauf pour exécuter exceptionnellement une tâche qu'elle effectue d'habitude en surface et aucune personne de moins de 16 ans ne peut être employée en sous-sol dans une mine ou ne peut être postée à une drague, etc. (section 179).

7. Petroleum Regulations (Réglementation sur l'industrie du pétrole), 1939

Section 14 (1) - Aucune personne de moins de 18 ans ... ne peut être employée au forage d'un puits. 2) - Aucune disposition de cette réglementation ne s'applique aux personnes qui sont affectées à des travaux de bureau ou aux personnes qui ne sont engagées qu'en qualité de personnel infirmier ou de personnel de nettoyage.

8. Sale of Liquor Act (Loi sur la vente des boissons alcoolisées), 1962

Aucune personne de moins de 20 ans (à l'exception de l'épouse du détenteur d'une patente) ne peut être employée par le patenté, à quelque titre que ce soit, dans le bar d'un hôtel, d'un cabaret ou d'une auberge pendant les heures où le bar est autorisé à vendre des boissons alcoolisées (section 191), à l'exception des personnes qui s'occupent de préparer ou de servir des repas et des personnes âgées de 18 ans ou plus qui participent à des spectacles musicaux et qui ne s'occupent pas de vendre ou de servir des boissons alcoolisées.

9. General Harbour (Ship Cargo and Dock) Safety Regulations [Réglementation générale sur la sécurité dans les ports (cargaisons et docks)], 1968

Aucune personne de moins de 18 ans ... ne peut être employée comme conducteur de grue ou de treuil, à entraînement mécanique ou autre, et ne peut être chargée de transmettre des signaux à un conducteur ou de s'occuper des garants à la base ou à l'extrémité des palans (règle No 29).

10. Transport Act (Loi sur les transports), 1962

... Il est interdit de demander à une autre personne de conduire un véhicule automobile sur une route ou de le lui permettre, sauf si la personne concernée possède un permis de conduire automobile [section 25 b)].

Il n'est pas délivré de permis de conduire pour les véhicules automobiles aux personnes de moins de 15 ans [section 26 (4)].

11. Infants Act (Loi concernant les enfants), 1908

Section 29 - Toute personne par le fait ou par l'entremise de laquelle,

- a) un enfant, c'est-à-dire soit un garçon de moins de 14 ans, soit une fille de moins de 16 ans, se trouve dans la rue pour mendier ou pour recevoir des aumônes, ou pour solliciter des aumônes, sous le prétexte de chanter, de jouer, de donner un spectacle, d'offrir quelque chose à vendre, ou sous un autre prétexte; ou
- b) un enfant, c'est-à-dire soit un garçon de moins de 14 ans, soit une fille de moins de 16 ans, se trouve dans la rue, ou dans des locaux patentés pour la vente de boissons alcoolisées, à l'exception des lieux où la loi autorise les divertissements publics, pour chanter, jouer, donner un spectacle contre rémunération ou offrir quelque chose à vendre, entre neuf heures du soir et six heures du matin; ou
- c) un enfant de moins de 10 ans se trouve à quelque moment que ce soit dans la rue, ou dans des locaux patentés pour la vente de boissons alcoolisées, ou dans des lieux où la loi autorise les divertissements publics ou dans un cirque ou dans un autre lieu de divertissements publics auxquels le public est admis moyennant paiement, pour chanter, jouer ou donner un spectacle contre rémunération, ou offrir quelque chose à vendre

peut être jugée selon une procédure de référé, à la discrétion du tribunal, et condamnée à une amende de 50 dollars au maximum ou, en cas de défaut de paiement de ladite amende ou à la place ou en plus de cette amende, à une peine d'emprisonnement d'une durée maximum de trois mois.

12. Boilers, Lifts and Cranes Act (Loi relative aux chaudières, aux ascenseurs et aux grues), 1950

Il est interdit de confier une chaudière, une machine à vapeur ou une grue à une personne de sexe masculin de moins de 18 ans ou à une personne de sexe féminin de moins de 20 ans.

Il est interdit de confier le fonctionnement d'un ascenseur (à l'exception des ascenseurs pour le transport des personnes à manoeuvre automatique) à un employé de moins de 18 ans ou à une employée de moins de 20 ans. On entend par employé une personne à qui il incombe spécialement de faire fonctionner l'ascenseur (section 30).

13. Agricultural Workers Act (Loi concernant les travailleurs agricoles), 1977

Il est interdit d'employer des enfants de moins de 15 ans à des travaux agricoles aux périodes où ces enfants doivent aller à l'école conformément à la section 109 de l'Education Act de 1964, ou de leur demander de soulever des charges ou d'exécuter des tâches qui risquent de nuire à leur santé ou à leur travail pendant plus de huit heures par jour dans le cadre de travaux agricoles (section 57).